

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 février 2014

FORMATION PROFESSIONNELLE - (N° 1754)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° 351

présenté par

M. Morin, M. Vercamer, M. Richard, M. Tahuaitu, M. Benoit, M. Borloo, M. Demilly,
M. Favennec, M. Folliot, M. Fritch, M. Fromantin, M. Gomes, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer,
M. Jégo, Mme Sonia Lagarde, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Maurice Leroy, M. Pancher,
M. Reynier, M. Rochebloine, M. Salles, M. Santini, M. Sauvadet, M. Tuaiva, M. Philippe Vigier,
M. Villain et M. Zumkeller

ARTICLE 16

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« VII. – Le Gouvernement présente un rapport au Parlement afin de définir les modalités de mise en œuvre du regroupement des branches professionnelles en précisant le nombre maximal de branches. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit par cet amendement de demander la remise d'un rapport afin de favoriser le regroupement des branches pour aboutir à moins d'une centaine de branches, au lieu des 700 actuellement dont seulement 280 environ emploient plus de 5000 salariés.

Cette fragmentation ne contribue pas au renforcement du dialogue social de branche, mais au contraire constitue un élément d'affaiblissement, qui se traduit par un manque d'efficacité de la négociation collective, mis en lumière dans de nombreux Rapports notamment celui intitulé « Pour un code du travail plus efficace »